



Réforme du bac: "Aggravation des inégalités", dénoncent des responsables d'opposition

Paris, 29 juin 2021 (AFP) -

Les projets du ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, sur le bac avec un renforcement du contrôle continu et un abandon des épreuves communes, ont suscité des réactions amères mardi dans la classe politique où certains ont dénoncé un "enterrement" du diplôme ou une "aggravation des inégalités".

"La dimension nationale du bac était la dernière chose qui sauvait ce diplôme, dont la valeur a été progressivement et sciemment dégradée. C'est en fait un diplôme d'établissement qui se dessine, avec tout ce que cela suppose comme aggravation des inégalités territoriales", a affirmé sur twitter la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen.

"L'égalité républicaine? À terre", a réagi sur twitter la députée LFI Clémentine Autain, tandis que sa collègue Mathilde Panot estimait que "le fossoyeur de l'éducation nationale a encore frappé. Faire un bac lycée par lycée est aussi stupide que de faire un code de la route par ville".

"C'est vrai qu'on manque d'inégalités en France", a ironisé Ian Brossat, adjoint PCF à la maire de Paris.

Interrogé mardi lors des "questions au gouvernement" à l'Assemblée nationale, Jean-Michel Blanquer s'est défendu d'un baccalauréat avec un "équilibre entre contrôle terminal et contrôle continu et aussi une plus grande simplification". Selon lui, "il ne s'agit pas du tout d'un baccalauréat local", a-t-il insisté en réponse au député LFI Michel Larive.

Le contrôle continu "permet de faire travailler toute l'année les élèves" et "le caractère national et fort du baccalauréat sort renforcé de cette réforme", a également défendu le ministre en réponse à une question du socialiste Gérard Leseul.

A droite, l'eurodéputé LR François-Xavier Bellamy a estimé sur Sud Radio qu'"au fond, Jean-Michel Blanquer est en train d'enterrer le baccalauréat" pour "casser le thermomètre" car "on est face à une crise éducative très grave".

Le ministre de l'Education nationale a présenté lundi aux organisations syndicales des ajustements à sa réforme du baccalauréat visant à renforcer le contrôle continu et abandonner les épreuves communes dès la rentrée prochaine, une proposition qui suscite déjà les réticences des syndicats.

cg-asm/nk/vk

Afp le 29 juin 21 à 16 31.

